

**Sénégal: le
gouvernement
justifie la non-
arrestation de
Sonko**

Page 7



Page 4

**Mali : les autorités
souhaitent le
« retrait sans délai »
de la MINUSMA**

Politique - Science - Education - Société - Economie - Technologies

Le Quotidien Numérique

du lundi 19 Jun 2023
7 jrs/7

d' Afrique

N°2216

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA



**RDC: près d'un million de nouveaux
déplacés en six mois**

Page 2

**Burkina Faso/
Bobo-Dioulasso
: 1 mort dans
des heurts entre
militaires et civils**



Page 6



Page 8

**Kenya: le
Parlement
valide les
hausse
d'impôts et
nouvelles
taxes**

RDC

Près d'un million de nouveaux déplacés en six mois



UNICEF/Arlette Bashizi Un enfant transporte de l'eau dans le site de Kanyaruchinya pour les personnes déplacées dans l'est de la République démocratique du Congo.

L'Agence de l'ONU pour les migrations a annoncé jeudi 15 juin 2023 que l'augmentation des attaques des groupes rebelles contre les populations civiles a obligé près d'un million de personnes à se déplacer en République démocratique du Congo (RDC) depuis janvier.

La multiplication des attaques des groupes armés non étatiques a connu un regain dans l'est de la RDC,

occasionnant des milliers de pertes en vie humaines et le déplacement forcé de millions de personnes. Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 6,1 millions de personnes sont actuellement déplacées à l'intérieur de la RDC, soit une augmentation de 17 % par rapport à octobre 2022. La situation sécuritaire reste toujours délétère dans le pays témoigne la récente attaque survenue le 11 juin dernier ayant entraîné la mort

d'au moins 46 personnes dont des enfants et d'autres personnes ont été blessées dans une autre attaque dans un site de réfugiés à Lala, dans la partie orientale de la province d'Ituri. Selon l'OIM, l'attaque, qui aurait été menée par le groupe armé non étatique CODECO (Coopérative pour le développement du Congo), a également entraîné le déplacement de plus de 7.800 personnes du site, ainsi que la destruction d'abris et

La suite à la page 4

ANNONCE



PUBLICITÉ ENTREPRISE

**DONNEZ
UNE
VISIBILITÉ
SANS
PRÉCÉDENT
À
VOS
AFFAIRES**

**Contactez-nous : +226 70210208 / +33 644 670 000
+1 (206) 800-0070**

E-mail : contact@sc-mail.info

MALI

La suite de la page 2

de biens personnels. « Cette attaque macabre récente témoigne des dangers intolérables auxquels les personnes déplacées en RDC sont confrontées quotidiennement », a déclaré dans un communiqué, Federico Soda, Directeur du Département des urgences de l'OIM, relevant que de telles « violations odieuses du droit international humanitaire et de telles attaques contre les civils pourraient constituer des crimes de guerre », rapporte ONU Info. Pour rappel, la République démocratique du Congo fait face à l'insécurité depuis plus de deux décennies, particulièrement dans la partie est de son territoire où plusieurs groupes terroristes mènent leurs exactions dont le plus craint est le M23 soutenu par le Rwanda, selon les autorités congolaises. Une accusation que réfute Kigali. Plus de 26 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire à cause du conflit qui perdure, malgré la présence des forces onusiennes.

Lucien DAKISSAGA

Les autorités souhaitent le « retrait sans délai » de la MINUSMA



Abdoulaye Diop, le chef de la diplomatie malienne

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) est désormais « persona non grata » dans le pays. L'annonce a été faite par Abdoulaye Diop, le chef de la diplomatie malienne, devant le Conseil de sécurité des Nations Unies le vendredi 16 juin 2023.

Plus d'une année après avoir obtenu le départ des soldats français de leur territoire, les

autorités maliennes souhaitent également le « retrait sans délai » des casques bleus de la MINUSMA. De l'avis du ministre malien des affaires étrangères, cette force onusienne déployée depuis 2013 « n'a pas atteint son objectif fondamental à savoir apporter les réponses adéquates à la situation sécuritaire du Mali ». Si peu d'informations circulent au sujet du calendrier de ce retrait, il faut néanmoins noter que la MINUSMA

La suite à la page 5

MALI

La suite de la page 4



Les casques bleus ont été déployés au Mali dans le but de contribuer à la recherche de la paix dans ce pays

semble avoir pris acte de ce souhait de Bamako.

Déployée depuis 2013 au Mali, la MINUSMA a à ce jour perdu 187 de ses éléments

Dans des propos rapportés par des médias internationaux, son responsable El-Ghassim Wane a démontré l'importance de l'accord de l'Etat d'accueil avant toute activité de cette force. « Le maintien de la paix est basé sur le principe du consentement du pays hôte, et sans ce consentement, les opérations sont presque impossibles », a-t-il déclaré à l'issue de la même réunion. Lors de

son allocution du vendredi dernier toujours, le ministre Diop a accusé la MINUSMA d'alimenter « les tensions intercommunautaires, exacerbées par des allégations d'une extrême gravité et qui sont fortement préjudiciables à la paix ». Cette décision de l'Etat malien met un terme à tout débat sur une éventuelle prolongation de la mission de la MINUSMA qui en principe arrivait en terme à la fin de ce mois de juin. Cette affaire, de l'avis de plusieurs analystes, constitue un nouvel épisode dans les tensions entre le pouvoir malien et la MINUSMA. Cette situation, faut-il le mentionner, a pris

de l'ampleur depuis l'arrivée des actuelles autorités à la tête du pays. Forte de 15.000 Hommes et composée de plusieurs nationalités, la MINUSMA a payé un lourd tribut dans la lutte anti-terroriste au Mali. À ce jour, les décomptes officiels font état de 187 de ses membres tués en près d'une décennie de déploiement.

AKT

BURKINA FASO

Bobo-Dioulasso : 1 mort dans des heurts entre militaires et civils

Le jeudi 15 juin 2023, un affrontement entre militaires et civils eût lieu dans un quartier de Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du pays. Le bilan officiel fait d'un mort et de plusieurs blessés dans les rangs des civils.

C'est l'État-major Général des Armées burkinabè (EMGA) qui rapporte l'information dans un communiqué publié le vendredi 16 juin dernier. Et à bien croire, la veille jeudi 15 juin, de « graves altercations ont opposé des civils et des militaires dans un quartier de Bobo-Dioulasso ». Ces incidents, explique le communiqué, intervenus suite à l'agression d'un militaire de la garnison la veille dans la nuit, ont malheureusement occasionné plusieurs blessés civils dont un qui a succombé à ses blessures. L'EMGA a dans un premier temps présenté ses condoléances aux proches de la victime et souhaité prompt rétablissement aux blessés.

Un incident qui vient allonger la liste des affrontements entre



La hiérarchie militaire a déploré des « agissements inadmissibles » et annoncé l'ouverture d'enquêtes administrative et judiciaire

militaires et civils au Faso

Il a par ailleurs fait part de son profond regret vis-à-vis de ces agissements qui selon lui sont « l'œuvre d'éléments isolés, qui ne reflètent en rien les valeurs de l'institution militaire ». En outre, la hiérarchie militaire n'a pas manqué de condamner ces comportements qui, à son avis, sont inadmissibles et mettent à mal l'indispensable lien Armée-Nation. En tout état de cause, a-t-on appris, des enquêtes tant administrative que judiciaire ont été ouvertes dans l'optique de faire la lumière sur cette affaire. Cet événement, sommes-nous

tentés de le dire, n'est pas sans rappeler de nombreux cas similaires qui ont eu lieu dans un passé récent au pays des Hommes intègres. À titre illustratif, on a les altercations entre militaires et civils de la ville de Pô en 2021, celle des quartiers Dapoya et Nagrin de Ouagadougou respectivement en 2022 et 2023 et tout dernièrement celle de Dori en 2023.

AKT

SÉNÉGAL

Le gouvernement justifie la non-arrestation de Sonko

Le gouvernement sénégalais a justifié jeudi par les délais de la justice et le principe de précaution le fait que les autorités n'aient toujours pas fait arrêter l'intrépide opposant Ousmane SONKO, pourtant condamné à de la prison ferme, cependant le bloque chez lui, selon le journal Africanews.



Selon le Ministre de la Justice, Ismaila MADIOR, lors d'une conférence de presse du gouvernement à Dakar, l'opposant n'a pas été arrêté parce qu'il faut que la décision de condamnation lui soit notifiée. «Pourquoi Ousmane Sonko n'est pas arrêté ? Il faut que la décision (de condamnation) lui soit notifiée. La décision est en cours de rédaction», a-t-il déclaré. Il ajoute d'ailleurs que la justice sénégalaise est indépendante et elle fonctionne à son rythme.

Ousmane SONKO avait été condamné le 1er juin à deux ans de prison ferme dans une affaire de corruption à la jeunesse sénégalaise. Cette condamnation, pour le

moment, le rend inéligible pour la présidentielle de 2024. Après la condamnation, des troubles ont éclaté au Sénégal. Des pires troubles depuis des années. Les violences lors des manifestations ont causé la mort à au moins 16 personnes, selon les autorités et 23 selon l'ONG Amnesty international, 26 selon l'opposition sénégalaise.

L'opposant qui crie au complot, a refusé d'assister à son procès. Cependant, il est bloqué depuis le 28 mai par les forces de sécurité sénégalaise, une chose qu'il qualifie de séquestration.

Le Ministre de l'Intérieur, Antoine DIOME, a justifié les restrictions imposées à M. SONKO due au fait de

ses appels à la résistance. «Quelqu'un qui se lève pour dire qu'il va faire une caravane (un cortège), qu'il va faire des rassemblements sans déclaration (préalable)... on constate des décès, est-ce qu'on va le laisser faire le tour du Sénégal, faire des rassemblements et compter les morts derrière ? On ne peut pas», a-t-il dit. Il a aussi indiqué que ces restrictions peuvent être progressives et que les barrages autour de chez SONKO pouvaient être levés quand les autorités le jugent bon.

OUEDRAOGO Mohamed

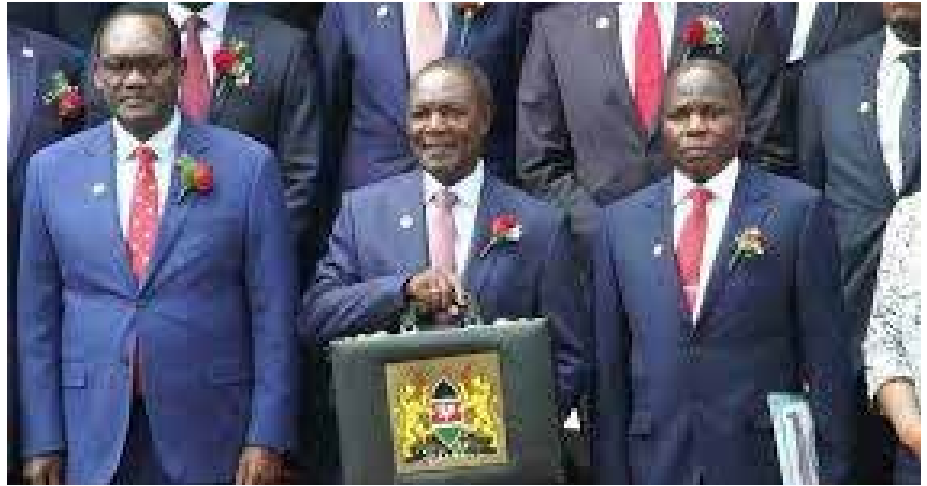
KENYA

Le Parlement valide les hausses d'impôts et nouvelles taxes

Le Parlement kényan a adopté les révisions budgétaires de 3679 milliards de shillings pour l'exercice de 2023-2024, avant la lecture du premier budget du président William Ruto qui doit se faire le vendredi 16 juin 2023, depuis qu'il a remporté la présidence l'année dernière.

L'exécutif a reçu 2,1 milliards de shillings, le Parlement 40 milliards de shillings tandis que le pouvoir judiciaire et la Commission des services judiciaires ont obtenu 22,9 milliards de shillings. Le budget de cette année du pays est le plus important de l'histoire du Kenya. Il atteindra 4,4 billions de shillings, si les achats et les crédits d'aide sont pris en compte, ce qui indique la douleur croissante des remboursements de la dette.

Le gouvernement kényan a présenté jeudi après-midi devant le Parlement son projet de budget pour l'année 2023-2024, qui prévoit de nouvelles taxes et des hausses d'impôts décriées dans le pays. A l'ouverture



de la séance, les députés de la coalition d'opposition Azimio ont quitté la salle pour exprimer leur désaccord avec le texte et le calendrier prévu pour le vote. Ce projet de budget vient ainsi alimenter les critiques croissantes envers le président William Ruto, élu en août 2022. Le président est accusé d'être impuissant face à la hausse des prix qui frappe le Kenya depuis des mois, et même de l'avoir aggravé en supprimant des subventions sur le carburants et la farine de maïs.

Le budget 2023-2024 doit être financé par une batterie de nouvelles taxes allant du poisson importé aux produits de beauté et les jeux de hasard qui doivent générer 289 milliards de shillings soit 2 milliards

d'euros de recettes. Dans un contexte économique marqué par une inflation persistante, le président kényan fait tout son possible pour renflouer les caisses de l'État, d'ailleurs lourdement endetté par les grands projets de son prédécesseur Uhuru Kenyatta, dont il était le vice-président. La dette publique kényane s'élève à 65 milliards de dollars, soit environ 67% du produit intérieur brut, et son remboursement devient de plus en plus compliqué avec la dépréciation continue du shillings.

Le leader de l'opposition Raila Odinga a qualifié mercredi ce texte de bancal, estimant qu'il prolonge et aggrave les souffrances du peuple.

Mohamed OUEDRAOGO

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Sénégal : après la condamnation de l'opposant Ousmane Sonko, un embrasement réprimé dans le sang



À en croire le journal Libération, le bureau des droits de l'homme de l'ONU a réclamé une «enquête indépendante» sur les manifestations qui ont fait plusieurs morts à Dakar début juin. Les témoignages se multiplient

sur une répression policière jugée inédite dans ce pays longtemps présenté en modèle démocratique, fait savoir le média français.

Sierra Leone: l'opposition exige une commission électorale crédible



En Sierra Leone , l'opposition exige la démission du président de la commission électorale, Mohamed Konneh. Il est accusé par le Congrès de tout le peuple d'avoir produit des listes électorales truffées d'irrégularités dans le seul but de permettre au candidat du pouvoir, le président Julius Maada Bio , de briguer un second mandat. En outre du

registre électoral , l'opposition dénonce la mauvaise qualité des cartes des élections ainsi que le système de décompte des voix dans les centres de vote et les districts , le transfert manuel et électronique des suffrages, selon Africanews.

Afrique du Sud: plus de 6000 personnes homicides entre janvier et mars



En Afrique du Sud , le nombre toujours élevé d'homicides inquiète la population et les autorités. Selon les statistiques officielles , au cours des trois premiers mois de l'année , plus de 6 000 personnes ont été tuées dans le pays. Les citoyens disent

en avoir assez de réclamer une police efficace, selon Voa Afrique.

Nigeria: Le pays peut enfin raffiner son propre pétrole



Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique, vient de construire près de Lagos la plus grande raffinerie du continent, nous apprend le Courrier international. Reste à l'alimenter en pétrole, ce qui n'est pas gagné, explique le

média.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Kenya: l'opposition quitte l'hémicycle en désaccord avec le budget

Le gouvernement kényan a présenté jeudi , dans l'après-midi devant le parlement son projet de budget pour 2023-2024, qui prévoit de nouvelles taxes et des hausses d'impôts décrétés dans le pays, durement frappé par la hausse de la vie chère. A l'ouverture de la séance , les députés de la coalition d'opposition Azimio ont quitté la salle pour manifester leur désaccord avec le texte et le calendrier prévu pour le vote . Le vote pourrait avoir lieu la semaine prochaine . Le camp présidentiel dispose d'une majorité confortable au parlement. D'un montant de 24 milliards d'euros, le budget 2023-2024 doit être financé par une batterie de nouvelles taxes allant du poisson importé, indique Africanews.

Mali: Le pays encore dans le top 10 des crises les plus négligées dans le monde

Dans son analyse annuelle récemment rendue publique, le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) a indiqué que le Mali est la 7e crise de déplacement la plus négligée au monde. Ainsi, alors qu'il était classé 6e comparativement à 2021. Cela fait 7 ans que le Conseil norvégien pour les Réfugiés (NRC) publie chaque année son rapport sur les 10 crises de déplacement les plus négligées dans le monde. La particularité de ces crises, c'est qu'elles affectent non seulement des millions de personnes, mais aussi et surtout elles sont très peu médiatisées, attirent moins de financement et leur gestion manque d'initiatives politiques et diplomatiques internationales.

Amélioration du climat des affaires en RDC: le pays enregistre un taux de satisfaction de 37%

Une enquête du Baromètre national du climat des affaires (Bnca), portant sur 403 entreprises dans 13 secteurs de l'économie nationale, a attribué à la RDC un taux de satisfaction de 37% dans ce secteur, a affirmé mardi le président Tshisekedi. « Il ressort de ce rapport que le climat des affaires en Rdc est en cours d'amélioration. A ce stade, le Bnca lui donne un score de satisfaction de 37 %. Cette enquête, qui s'est déroulée du 24 janvier au 27 mars 2023, a porté sur 403 entreprises dans 13 secteurs de l'économie nationale, un taux de réalisation jamais atteint auparavant », a déclaré le Chef de l'Etat Félix Tshisekedi, au cours de la cérémonie de présentation des résultats de la première enquête du Bnca à la Cité de l'Union africaine, à Kinshasa.

HOROSCOPE DU JOUR



BÉLIER (21 mars - 19 avril)

Bélier, c'est le moment de saisir l'opportunité de concrétiser l'idée que tu as en tête. Étudie comment financer ton projet et tu verras qu'il existe plusieurs possibilités.



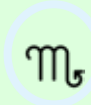
BALANCE (23 septembre- 22 octobre)

Balance, c'est aujourd'hui le jour idéal pour commencer à visualiser l'avenir que tu souhaites atteindre. Mets tes objectifs par écrit pour ne pas les perdre de vue. Prends des mesures concrètes pour les atteindre, des jours meilleurs t'attendent si tu sais travailler dur pour y arriver.



TAUREAU (20 avril- 20 mai)

Taureau, tu as toujours privilégié la vérité même si elle n'est pas forcément agréable à entendre. Le défi pour toi aujourd'hui est de parler à ceux que tu considères comme des amis proches et de leur expliquer ce qui te préoccupe à propos de la direction que prennent leurs décisions.



SCORPION (23 octobre- 21 novembre)

Scorpion, organise-toi aujourd'hui pour faire prochainement une sortie spéciale. Le repos dont tu as besoin ainsi qu'un super plan peuvent améliorer ton humeur. Un endroit en bord de mer, un voyage organisé ou une destination à l'intérieur des terres, toutes ces options pourraient être intéressantes pour toi.



GÉMEAUX (21 mai- 20 juin)

C'est aujourd'hui une bonne journée pour toi, Gémeaux, pour t'éloigner du conventionnel. Tu pourrais croiser le chemin de quelqu'un qui a le potentiel d'avoir un impact profond sur ta vie.



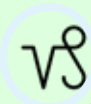
SAGITTAIRE (22 novembre - 21 décembre)

Ne reste pas coincé dans ta zone de confort, Sagittaire. Pour obtenir ce que tu désires, tu dois agir et ne pas attendre les bras croisés. Un petit coup de pouce t'apportera aujourd'hui d'énormes récompenses. Fais en sorte que les autres aient conscience de ton énergie et poursuis tes objectifs.



CANCER (21 juin - 22 juillet)

Certains plans et projets que tu avais en tête, liés à tes vacances ou à un voyage, pourraient connaître un léger retard, Cancer. Ne déprime cependant pas face à cette nouvelle situation car il y a quelque chose de positif dans tout cela.



CAPRICORNE (22 décembre- 19 janvier)

Capricorne, tu exprimes au quotidien tes opinions sans langue de bois, ce qui a parfois heurté la sensibilité de proches. Ce ne sont pas nécessairement tes mots qui choquent, mais plutôt la façon dont tu les dis.



LION (23 juillet - 23 août)

La validation que tu as ressentie en début de semaine, Lion, s'est désormais transformée en mélancolie et tes souvenirs sont devenus nostalgiques, un phénomène normal lorsque tu traverses une étape aussi difficile que celle que tu vis actuellement.



VERSEAU (20 janvier- 19 février)

Verseau, réfléchis bien. Garde à l'esprit qu'une conversation, que ce soit dans ton environnement professionnel ou autre, ne porte pas seulement sur ce que l'on dit, mais aussi sur la façon dont on dit les choses.



VIERGE (24 août- 22 septembre)

Vierge, c'est le meilleur moment pour prendre les mesures adéquates afin d'éviter que tout n'empire, comme c'est actuellement le cas. Commence dès aujourd'hui, cela évitera que la vie quotidienne ne soit qu'une routine.



POISSONS (20 février- 20 mars)

C'est actuellement le meilleur moment pour faire passer ta vie professionnelle à un autre niveau, Poissons. L'assistance astrale que tu reçois au quotidien est une aide précieuse pour prendre des décisions importantes.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

**EDITION CONTINEN-
TALE**

02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina

Faso

+ 226 76 60 97 21

mailto:contact@sc-mail.info

Site web <https://www.quotidiennumerique.com>

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/

TGI.O/ P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/

OUA/ P.F

Administration

OTC MEDIA SARL

Directeur de publication

Siaka GOW

Rédacteur en chef

OUEDRAOGO Wendtoun

Equipe de rédaction

Djakaridja GHO

Mohamed OUEDRAOGO

AKT

Lucien DAKISSAGA

OUEDRAOGO Wendtoun

Équipes de montage

Djakaridja GHO

Distribution

<https://www.quotidiennumerique.com>

Service Commercial

mailto:contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, cou-
verture médiatique)

+226 76 60 97 21/ +226 61 08

03 03/ +226 70 210208

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque

Cameroun

viaPRESSE
.com

Europe - Amerique

Cdiscount

France

MON KIOSK.com

Côte d'Ivoire

fnac

Europe

viapress.be

Belgique

SOGAPRESSE

Gabon

ePresse

Europe - Amerique

Cultura

France

emediplace

Afrique

France loisirs

France

Scopalto

Europe

orange

Tous les pays Orange

Tego

YouScribe

Tous les pays qui ont
Orange Money